



# Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23  
1200 Bruxelles  
Email: [info@pbi-belgium.org](mailto:info@pbi-belgium.org)  
<https://pbi-belgium.org/>  
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4020 LIEGE  
P 001436



N° 152

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Liège - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

## Editorial

Basée à Dublin, l'organisation *Front Line Defenders* a publié son rapport annuel *Global Analysis 2024/25*, un document qui rend compte de l'état actuel des violations des droits humains ainsi que des risques encourus par les activistes dans le monde. D'après cette étude, en 2024, au moins 324 défenseur(e)s des droits humains ont été assassiné(e)s dans 32 pays différents. Or la Colombie, le Mexique et le Guatemala, où PBI accompagne des activistes au quotidien, figurent en tête de ce triste classement : Colombie (157 activistes tués), Mexique (32), Guatemala (29). Suivent la Palestine (22) et le Brésil (15).

En parcourant le rapport plus en détail, on apprend, entre autres constats, qu'environ 20% des activistes tués se battaient pour le droit à la terre, notamment au Brésil, en Colombie, au Guatemala, au Mexique, au Pérou et aux Philippines et que presque autant œuvraient pour les droits des peuples autochtones, principalement au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Guatemala, au Mexique, au Nicaragua, au Pérou et au Venezuela. En fait, la majorité des victimes s'engageaient pour la protection de la terre, de l'environnement et les droits des peuples autochtones, dans un contexte de violence croissante, d'impunité et de restrictions de l'espace civique.

La même étude dévoile d'autres statistiques tout aussi désolantes pour le continent américain : plus de 30% des violations rapportées l'an dernier étaient des menaces de mort (le taux le plus élevé au niveau mondial) et la violation des droits humains la plus ciblée était le droit des peuples autochtones, représentant plus de 20% de toutes les violations (le nombre le plus élevé rapporté parmi toutes les régions). Les contextes marqués par des dynamiques complexes impliquant des acteurs étatiques et non étatiques, ainsi que le crime organisé, rendent l'environnement pour les activistes extrêmement dangereux dans plusieurs pays, notamment le Brésil, la Colombie, le Honduras, l'Équateur, le Mexique, le Guatemala et le Pérou.

Le rapport complet de *Front Line Defenders*, qui peut être consulté sur le site de l'organisation : [www.frontlinedefenders.org](http://www.frontlinedefenders.org), vient confirmer, s'il en était encore besoin, l'importance de maintenir des équipes de PBI aux côtés des activistes locaux dans des pays tels que la Colombie, le Mexique ou le Guatemala.

Même s'il contient moins d'articles, le présent bulletin vise toujours à vous tenir informés du travail de ces militants des droits humains comme de l'expérience de nos observateurs internationaux qui les accompagnent.

## Au sommaire

### Mexique

Double peine pour les femmes défenseuses des droits humains  
Page 2

### Colombie/Columbia

Rencontre à Genève avec la militante colombienne Milbia Andrea Díaz  
Page 3

Vijftien maanden mensenrechtenwerk door de ogen van de Nederlandse vrijwilliger Marlinde  
Page 4



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

## Mexique

### Double peine pour les femmes défenseures des droits humains

Un article de PBI a été publié en décembre dernier dans le magazine suisse du KOFF, dédié à la promotion de la paix (voir <https://koff.swisspeace.ch>). Tout en traitant des risques auxquels s'exposent les femmes défenseures des droits humains au Mexique, il évoque en particulier le parcours de María Eugenia Gabriel Ruiz, avocate et leader autochtone de l'État de Michoacán au Mexique.



L'activiste María Eugenia Gabriel Ruiz

En Amérique latine, les défenseures des droits humains jouent un rôle essentiel dans la promotion et la protection des droits humains. Cependant, elles sont confrontées à de nombreux risques, aggravés par la montée de l'autoritarisme, le rétrécissement de l'espace civique et la violence, particulièrement dans les zones de conflit. Les parcours comme celui de María Eugenia Gabriel Ruiz, avocate et leader autochtone de l'État de Michoacán au Mexique, illustrent ces défis et les stratégies déployées pour les surmonter.

Au Mexique, les femmes militantes sont ciblées non seulement pour leur engagement public, mais aussi en raison des discriminations sexistes et violences spécifiques qu'elles subissent en tant que femmes dans une société patriarcale. María, qui défend les droits des communautés autochtones face aux impacts socio-environnementaux de la monoculture illégale de l'avocat, témoigne de conséquences socio-économiques désastreuses. L'exploitation des terres de sa communauté affecte les droits et la sécurité des peuples autochtones et le crime organisé aggrave cette situation, rendant son travail particulièrement risqué. Les cartels s'approprient illégalement les terres autochtones, souvent avec la

complicité de l'Etat, et y mènent des guerres de gang pour le contrôle de ces terres.

#### Lutter contre le rétrécissement de l'espace civique

L'Amérique latine représente la région avec le plus grand nombre de meurtres de défenseur(e)s des terres et de l'environnement, avec 85 % des cas en 2023. Face à ces défis, des organisations présentes sur place comme Peace Brigades International (PBI) jouent un rôle crucial en soutenant les activistes sur plusieurs fronts : protection physique, renforcement des capacités et plaidoyer international. María, par exemple, bénéficie d'un accompagnement intégral qui lui permet de continuer à travailler dans des zones à risque.

En septembre 2024, María a participé à la *Women Human Rights Advocacy Week* à Genève aux côtés de dix autres militantes des droits humains et de l'environnement, dont la moitié étaient originaires d'Amérique latine. Organisée conjointement par l'International Service for Human Rights (ISHR), Just Associates (JASS), Forum Asia, Amnesty International, la Women Human Rights Defenders International Coalition (WHRD-IC) et PBI, cette semaine de sensibilisation leur a offert l'opportunité de renforcer leur engagement auprès des mécanismes onusiens des droits humains, de rencontrer des acteurs et actrices clés de la communauté internationale, d'échanger sur leurs expériences, et de suivre des formations axées sur la justice climatique, les droits environnementaux et autochtones.

#### Un engagement porteur d'espoir

La *Women Human Rights Advocacy Week* a ainsi permis à plusieurs activistes d'échanger dans un esprit de sororité. Elle a également créé un espace de dialogue essentiel entre ces militantes et des acteurs internationaux de premier plan. Cet événement a contribué à amplifier leurs voix, tout en renforçant leur sécurité et la visibilité de leurs luttes. Comme le résume María avec espoir : « Un jour, j'espère que ce monde n'aura plus besoin de défenseur(e)s des droits humains. »

Eva Reber

### Reconduction du droit à octroyer des attestations fiscales

Pour tout don d'au moins 40 euros, PBI-Belgium a reçu la reconduction de son droit à octroyer des attestations fiscales pour les années futures. Aussi n'hésitez pas à effectuer un ordre permanent au profit du compte de notre organisation BE07 0011 0164 5366. Merci d'avance.



## Colombie

### Rencontre avec la militante colombienne Milbia Andrea Díaz

*En Colombie, les communautés rurales et autochtones mènent une lutte incessante pour défendre leurs terres et leurs droits face à des violations systémiques. Milbia Andrea Díaz, militante de la Commission interecclésiale de justice et de paix, incarne cette résistance. Invitée par PBI dans le cadre d'un speaking tour en marge de la 58e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève, elle a été interviewée par trois étudiantes de l'Université de Genève, dans le cadre d'un projet mené en collaboration avec PBI.*

Début mars, PBI Suisse a accompagné la défenseure colombienne des droits humains Milbia Andrea Díaz lors de la 58e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève. Venue dans le cadre d'un *speaking tour*, Milbia est une membre active de la Commission interecclésiale de justice et de paix (J&P), une ONG qui soutient, accompagne et conseille les processus organisationnels dans les zones rurales et urbaines du pays. Son action consiste à documenter, rendre visibles et accompagner toutes les initiatives qui recherchent la paix, la défense des territoires et de la vie. Milbia est agroécologiste de profession mais défend les droits humains depuis près de 20 ans.

Lors d'une récente tournée de plaidoyer en Europe, Milbia a représenté la Commission et ses défis. Au Palais des Nations, elle a rencontré des missions permanentes telles que celles de Belgique, d'Irlande, d'Argentine et d'Allemagne. Elle a également visité le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (DOCIP) et rencontré la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseur(e)s des droits humains, Mary Lawlor. Finalement, elle a participé à un événement public, co-organisé par PBI, en tant que panéliste invitée à l'Université de Genève.

À travers ses interventions, elle a porté un message clair : les communautés doivent être au centre de la construction de la paix et les États doivent garantir des conditions sécurisées pour les défenseur(e)s des droits humains. Pour en savoir plus sur son combat, ses attentes et les défis qui persistent, nous vous proposons ici un extrait de notre entretien.

#### Quels résultats attendez-vous de la session du Conseil des droits de l'Homme ?

Nous pensons vraiment qu'il est urgent que la communauté internationale fasse pression sur le gouvernement colombien pour qu'il réponde aux demandes des communautés. En d'autres termes, bien que les rapports aient fait état de certains progrès en termes de paix, il est également important de dire qu'il y a un nombre très élevé de violations des droits humains. La paix ne peut pas être imposée



La militante Milbia Andrea Díaz à Genève

d'en haut ; elle doit être construite par les communautés elles-mêmes. Je pense qu'il est du devoir des États d'appeler le gouvernement colombien à écouter les initiatives des communautés, à garantir aux leaders communautaires la possibilité de continuer à dénoncer, à continuer à rendre visible, à avoir un soutien politique, voire économique, car les fonds pour la paix se perdent dans la bureaucratie. Et il est important que ces ressources parviennent aux communautés qui sont réellement engagées dans des processus de construction de la paix

afin de garantir leur vie au niveau territorial. La paix doit être un exercice mené par les communautés de base pour avoir un impact réel.

#### Quelles leçons peut-on tirer des efforts de construction de la paix ?

Je pense qu'en Colombie, il y a eu des progrès importants en matière de mémoire, c'est-à-dire de reconstruction de la mémoire, ce qui fait peut-être défaut dans d'autres pays. Mais aussi dans le cadre de l'exigence de vérité, ne pas rester dans les cycles de haine et de vengeance, mais pouvoir reconstruire la mémoire à partir de ce qui a été douloureux, mais avec l'intention qu'il puisse y avoir de véritables processus de guérison, des progrès, et pouvoir continuer à construire le projet de vie communautaire que l'on souhaite, mais à partir de la recherche de la vérité et de la justice.

#### De quelle réalisation professionnelle êtes-vous la plus fière ?

Défendre les droits humains est une tâche qui, en soi, procure une grande satisfaction, car c'est comme apporter une contribution importante à quelque chose qui semble très petit, mais qui est en réalité la concrétisation de la recherche de la paix. Donc, pouvoir savoir que vous avez apporté votre grain de sable à des communautés qui ont des propositions de dignité, je pense que c'est la réussite professionnelle, que ce sont des gens qui vous enseignent, qui vous font voir la réalité et qui vous placent dans une réalité du pays qu'ils ignorent souvent. Et je pense que contribuer à ce dialogue avec eux est plus un apprentissage que vous obtenez que ce que vous apportez tout d'un coup.

Article de PBI-Suisse





## Columbia

### Vijftien maanden mensenrechtenwerk door de ogen van de Nederlandse vrijwilliger Marlinde

*Mijn tijd als mensenrechtenfunctionaris eindigde een paar maanden geleden bij PBI Colombia. Mensen vragen me vaak "hoe was Colombia?", misschien in de hoop dat ik in één zin antwoord kan geven. De waarheid is dat ik het gevoel heb dat ik een heel leven heb geleefd in die 15 maanden.*

Vorig jaar was als een spiegel die zo dicht bij me werd geplaatst dat ik er niet omheen kon. Ik leerde mezelf op een diepgaande manier kennen terwijl ik in zeer uitdagende situaties terecht kwam. Het deed me beseffen dat ik veel meer aankan dan ik dacht, na het slapen in hangmatten, twee nachten achter elkaar een nachtbus genomen te hebben, gedoucht te hebben met een enorme spin die me gezelschap hield, met ongeveer tien collega's in hetzelfde huis gewoond te hebben als waar we allemaal werkten, acht uur durende ezelritten, diplomatieke ontmoetingen met hooggeplaatste militaire autoriteiten en vergaderingen bijgewoond te hebben met een EU-delegatie zonder voorafgaande briefing.

Vorig jaar deed me terugdenken aan mijn windsurfdagen, waarin windsurfen in de moeilijkste omstandigheden het de volgende keer dat ik weer het water opging het een stuk makkelijker maakte. Vorig jaar was als surfen in stormachtig weer, alleen om te beseffen dat als ik dat kan, ik alles kan.

De veldmissies maakten me ook bewust van mijn voorrecht om me mijn hele leven veilig te kunnen voelen. Na een week in het veld te hebben doorgebracht, was ik opgelucht om naar huis terug te keren in Bogota en niet constant op mijn hoede te hoeven zijn. Ik realiseerde me hoeveel mensen in deze omstandigheden leven en die opluchting nooit voelen.

Ik sprak eens met een Colombiaanse vrouw die zei dat zij als kind niet wist dat de gewelddadige omstandigheden waarin zij leefde een naam hadden: het gewapende conflict. Voor haar waren 13-jarige klasgenoten die van de ene op de andere dag vermist werden, en het af en toe binnen moeten blijven vanwege een avondklok die was inges-



*De vrijwilliger Marlinde Weener in Colombia*

teld door een gewapende, illegaal opererende groep, gewoon iets wat regelmatig voorkwam.

Aan de andere kant besepte ik, door naar de gebieden van lokale gemeenschappen te gaan, waar ze voor vochten. Ik begreep ook waarom ze zo vastbesloten waren om te blijven, zelfs in het licht van geweld. Hun territoria behouden hun historische geheugen, het is waar hun dierbaren worden begraven, waar ze hun gewassen laten groeien, waar de zee hen voorziet en waar ze contact maken met de natuur.

Dus als iemand mij vraagt "hoe was Colombia?", zou ik ze dit allemaal vertellen, en nog veel meer.

Marlinde Weener

### PBI Projecten zoeken veldvrijwilligers

In de projectlanden van PBI werken veldvrijwilligers aan « making space for peace » : de bescherming van mensen en organisaties die bedreigd worden. Onze organisatie PBI is regelmatig op zoek naar nieuwe veldvrijwilligers voor haar projecten. De vrijwilligers werken en wonen in teamverband gedurende een jaar of langer. De teamlanden komen uit verschillende landen en middels een roulatiesysteem wordt er iedere keer één lid vervangen uit het team.

